

Affaire Bettencourt : Henri Guaino "ne répondra pas aux questions" de la police



Le député UMP Henri Guaino, poursuivi pour avoir accusé le juge Jean-Michel Gentil d'avoir "deshonoré la justice", n'a pas l'intention de répondre aux questions de la police chargée de l'enquête préliminaire sur cette affaire.

Henri Guaino est ferme. Il reste droit dans ses bottes et sa ligne de conduite ne bouge pas d'un iota. Interrogé par [le Journal du Dimanche](#) sur la défense qu'il compte adopter dans l'affaire qui l'oppose au juge Jean-Michel Gentil (il est poursuivi pour l'avoir accusé d'avoir "deshonoré la justice" NDLR), le député UMP des Yvelines est clair. Il n'a pas l'intention de répondre aux questions de la police chargée de l'enquête préliminaire sur cette affaire. **"A priori, je n'ai pas l'intention de répondre aux questions de cette brigade", a déclaré l'ex-conseiller spécial de Nicolas Sarkozy au quotidien . "A moins qu'on y aille à 100 députés",** a-t-il ajouté.

Une petite phrase qui fait référence [au soutien de 105 députés de son parti qu'il a reçu la veille](#) Ces députés s'étonnent de la décision du parquet d'ouvrir une enquête et reprennent à leur compte les propos valant à Henri Guaino ces poursuites. **"J'en fais une affaire de principe",** a expliqué Henri Guaino au JDD. **"C'est la souveraineté du peuple qui est en cause dans cette affaire",** a-t-il ajouté. **"La justice a autre chose à faire et la police, encore plus",** a conclu celui qui fut la "plume" de l'ex-chef de l'Etat.

L'enquête, confiée à la Brigade de répression de la délinquance sur la personne, a été ouverte après plainte de l'Union syndicale des magistrats pour *"outrage à magistrat et discrédit jeté sur une décision de justice"*. Cette plainte visait les attaques du député des Yvelines contre le juge qui a mis Nicolas Sarkozy en examen pour *"abus de faiblesse"* dans le dossier Bettencourt. En effet, à plusieurs reprises, après la mise en examen prononcée contre l'ancien chef de l'Etat à Bordeaux, Henri Guaino avait affirmé que le juge Gentil avait *"deshonoré un homme, les institutions, la justice"*.